

SOS LN 101 / 15

3726

(1945-46, 1951-52)

Reconstruction des installations de la gare de Poitiers

	C.A.	25. 4.45	11	V 1°
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.		30. 4.45		
Arrêté		14. 6.46	(J.O. 23. 6.46)	
	C.A.	1. 8.51	18	VII 6°
Lettre SNCF au MTP		6. 8.51		
Lettre du Préfet de la Vienne à la S.N.C.F.		29.10.52		
	C.A.	8. 7.53	17	VIII c)

8 juillet 1953

3726

Extrait du P.V. de la séance du Conseil d'Administration
du 8 juillet 1953

P.17

VIII - Questions diverses

- c) Suite donnée par l'Administration Supérieure
aux projets approuvés par le Conseil.

M. LE PRESIDENT expose que M. le Ministre des Travaux Publics
des Transports et du Tourisme a approuvé :

.....

- par dépêche du 18 juin 1953, le projet de reconstruction
(programme réduit) de la gare de Poitiers, dont le Conseil avait autorisé
la transmission du 1er août 1951.

.....

PREFECTURE DE LA VIENNE

3ème Division
1er Bureau

n° 2226

Poitiers, le 29 octobre 1952

Le Préfet du Département de la Vienne

à Monsieur le Directeur Général de la Société Nationale
des Chemins de fer Français
88, rue Saint-Lazare - Paris (IX°)

Objet - Projet de construction, à Poitiers, par la S.N.C.F. d'un
immeuble collectif pour les agents des cadres.

Monsieur le Directeur Général,

Je viens d'être saisi d'une demande de permis de construire de la S.N.C.F. (Service Voie et Bâtiments), relative à un projet d'immeuble collectif de quatre étages (y compris le rez-de-chaussée) et d'un montant approximatif de 31.500.000 francs, comprenant huit appartements destinés au logement d'agents des cadres de la S.N.C.F.

Cette demande m'a été transmise par M. L'inspecteur de l'Urbanisme et de l'Habitation avec avis favorable.

Il ne m'appartient pas de juger de l'opportunité du projet pour la délivrance du permis de construire.

Cependant, il m'apparaît nécessaire d'appeler votre attention sur les réactions que ne manquerait pas de provoquer dans l'opinion la mise en chantier, par la S.N.C.F., de cet important immeuble d'habitation dans les circonstances actuelles.

En effet, depuis sept ans, la population de Poitiers attend la construction d'une gare digne d'une ville de 50.000 habitants et ses représentants ont multiplié les démarches pour la réalisation aussi rapide que possible de cette installation.

L'opinion ne comprendrait pas qu'après avoir attendu si longtemps, faute de crédits, pour édifier cette gare d'un caractère d'utilité publique primordial, la S.N.C.F. consacre d'importantes sommes à la construction d'un immeuble affecté non point directement à l'exécution du service public, mais au logement de quelques agents.

.....

Un cas analogue s'est présenté à Poitiers au cours de ces dernières années. Une grande Administration avait un important programme d'extension de ses installations à réaliser et lorsqu'elle le mit en chantier, elle commença par édifier au centre de Poitiers un immeuble de quatre étages (un appartement par étage) pour le logement de ses fonctionnaires. Cette construction provoqua de vives réactions dans l'opinion qui, plus de deux ans après son achèvement, ne sont pas encore éteintes. Or, les installations de cette Administration étaient loin de susciter auprès du public un intérêt comparable à celui de la reconstruction de la gare.

Au moment où différentes assemblées représentatives du département font écho à l'émotion soulevée dans le public par plusieurs faits de cette nature, je me verrais dans l'obligation de ne pas délivrer le permis de construire de l'immeuble d'habitation dont il s'agit sans en avoir rendu compte à M. le Ministre des Travaux Publics, si sa construction ne devait pas en être entreprise après celle de la gare.

Aussi, j'ai tenu à vous en informer en vous demandant de vouloir bien me faire connaître si cet immeuble doit être entrepris prochainement ou si, au contraire, il ne sera mis en chantier que lorsque le gros oeuvre de la nouvelle gare aura visiblement pris corps. Dans cette dernière éventualité, je ne verrais aucun inconvénient à délivrer immédiatement le permis de construire.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Préfet,

THOMASSIN.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

Paris, le 6 août 1951

D. 3300/6

C O P I E

Comme suite à la séance du
Conseil du 1er août 1951.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation, en deux exemplaires, le projet de reconstruction des installations de la gare de Poitiers.

Ce projet annule et remplace celui qui a été soumis à votre approbation le 30 avril 1945 et pour lequel une autorisation d'exécuter d'urgence a été accordée le 5 juin 1945.

L'exécution en sera poursuivie dans la mesure où des crédits pourront être prévus à cet effet dans nos budgets de reconstruction.

Je vous serais obligé de bien vouloir, après décision, me retourner un exemplaire du projet.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Pierre TISSIER

Monsieur le Ministre des Travaux Publics,
des Transports et du Tourisme.

1er août 1951

3420

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 1er août 1951

p.18

VII - Projets et questions techniques

- 3°) Reconstruction de la gare de Reims (programme réduit)
- 4°) Reconstruction de la gare et du dépôt de Neufchâteau (programme réduit).
- 5°) Reconstruction de la gare et du dépôt de Saumur R.D. (programme réduit).
- 6°) Reconstruction de la gare de Poitiers (programme réduit)
- 7°) Reconstruction des ateliers de voitures et de wagons de Villeneuve-St-Georges (programme réduit).

Sur le rapport de M. PORCHEZ, le Conseil approuve les projets.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le 11 JUIL 1951

NOTE

pour Messieurs les Membres du Conseil d'Administration
au sujet de la reconstruction de la gare de POITIERS

Dans sa séance du 25 Avril 1945, le Conseil d'Administration a bien voulu approuver le projet de reconstruction des installations de la gare de POITIERS, sérieusement endommagées au cours des événements de 1944 (croquis n° 1).

En plus de la remise en état des installations détruites, les dispositions du projet initial prévoyaient (croquis n° 2) :

1°) Une amélioration des installations voyageurs, comportant, en particulier :

- la reconstruction complète du bâtiment des voyageurs avec une surface (1950 m²) supérieure à celle du bâtiment détruit (1750 m²);
- la construction, sur les quais à voyageurs, d'abris-parapluie, en remplacement du hall supprimé;
- le remaniement du plan des voies, permettant d'augmenter le nombre et la longueur des voies à quai et d'établir un passage souterrain;
- l'agrandissement de la cour des voyageurs;
- l'établissement de nouvelles voies pour l'entretien et le garage du matériel voyageurs.

2°) Des modifications aux installations marchandises, comprenant :

- le regroupement des voies du faisceau impair et la création d'une voie de garage longue;
- la modernisation des halls à marchandises;

...

- la construction d'un bureau trafic;
- l'agrandissement des cours de débord
- 3°) Le déplacement du dépôt, dont les installations, autrefois dispersées, seraient regroupées sur le terrain dit de "La Boivre" à proximité du dépôt annexe existant, les deux remises à machines, démolies, étant remplacées par un secteur de rotonde moderne.

+

+ +

Une importante partie des travaux a été réalisée :

- la plupart des travaux de voie, à l'exception des liaisons côté Sud de la gare;
- les bâtiments des postes 3 et 4 (entrées Nord et Sud de la gare)
- l'allongement des trottoirs à voyageurs;
- le passage souterrain;
- les installations de l'entretien du matériel à voyageurs;
- l'agrandissement des cours de débord;
- l'installation du nouveau dépôt, à l'exception de divers bâtiments encore provisoires (bureaux, lavabos-vestiaires, garage).

De plus, les halles à marchandises, le bâtiment des voyageurs et divers locaux de service ont fait l'objet de remises en état provisoires.

Pour diminuer les dépenses restant à faire, nous nous proposons de réduire l'importance de certains travaux initialement prévus :

- les liaisons au Sud de la gare seront simplifiées;
- la surface du bâtiment des voyageurs sera réduite par rapport à celle d'avant-guerre (1355 m² au lieu de 1750 m²) réduction rendue possible, malgré l'augmentation importante du nombre des voyageurs (1950 = 372 000; 1937 = 196 000) par une meilleure utilisation des surfaces.

...

Les travaux restant à réaliser (croquis n° 3 gros traits) consistent en :

- mise en place définitive des voies dans la partie Sud de la gare, afin de réaliser un tracé correct permettant la suppression des ralentissements à 30 km/h;
- établissement de la signalisation définitive et mise en service des postes 3 et 4;
- achèvement de la reconstruction des installations de traction électrique;
- reconstruction du bâtiment des voyageurs;
- reconstruction en définitif, dans leurs dimensions actuelles des parties de halles réparées provisoirement, sans modification des voies et des quais;
- reconstruction de bâtiments divers dans le dépôt (bureaux, lavabos - vestiaires, garage);
- aménagement de la lampisterie, de lavabos-vestiaires et de locaux de service dans d'anciens bâtiments annexes en évitant ainsi une construction neuve;
- remise en état définitive des installations d'alimentation en énergie électrique de l'ensemble des installations de la gare.

Le montant total du projet réduit est évalué à 695 MF dont 423 MF correspondent aux travaux exécutés au 1er Janvier 1951 et 272 MF (aux prix de janvier 1950) pour les travaux restant à faire.

Il est demandé à Messieurs les Membres du Conseil d'Administration de bien vouloir approuver le présent projet.

Le Directeur,
Chef du Service technique
des Installations fixes

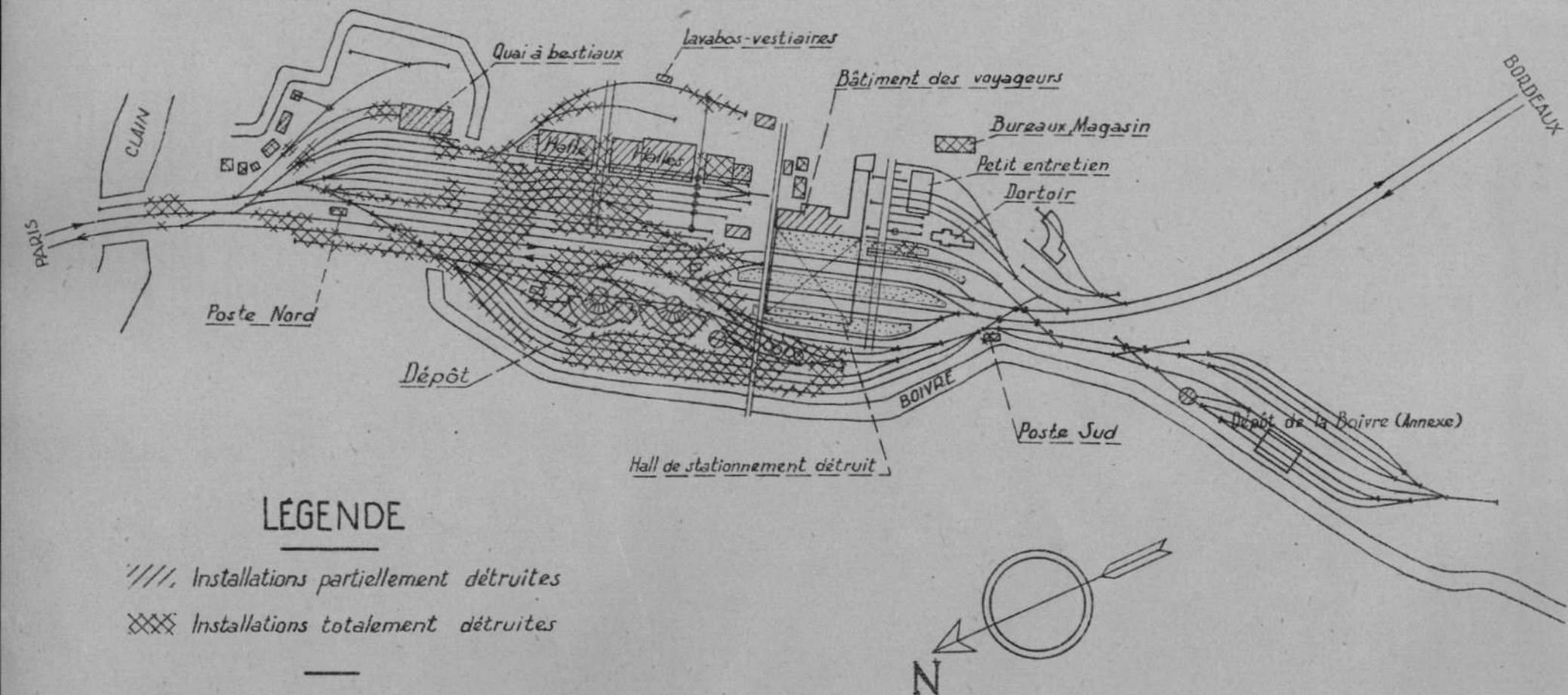
Révisé

N.B. - Les réductions apportées permettent une économie de 153 MF soit 36% du montant des travaux qui restaient à exécuter et 13% du montant du projet primitif.

GARE DE POITIERS

RECONSTRUCTION DES INSTALLATIONS

CROQUIS N°1
DESTRUCTIONS

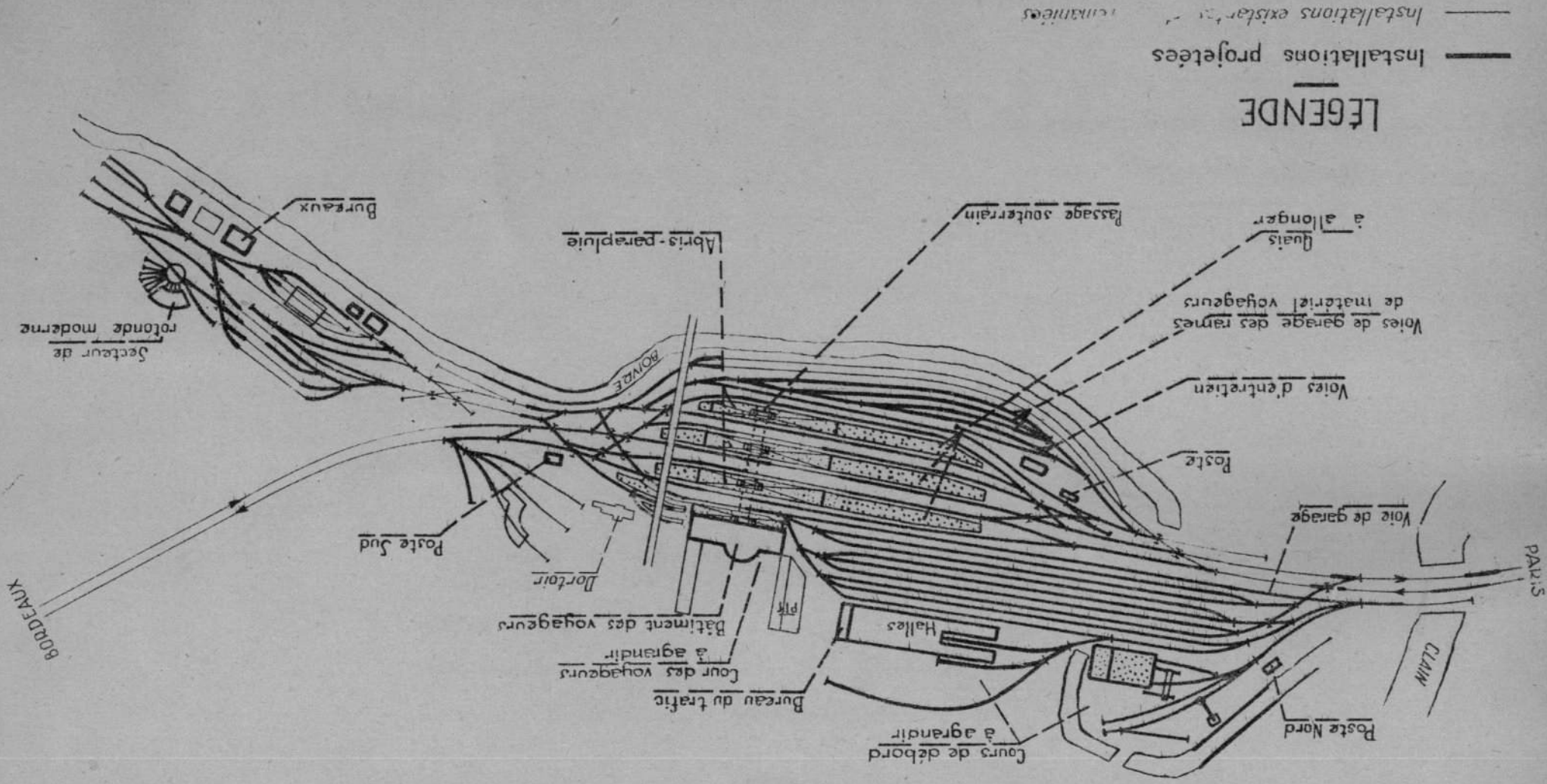


GARE DE POITIEURS

RECONSTRUCTION DES INSTALLATIONS

CROQUIS N°2

PREMIER PROJET

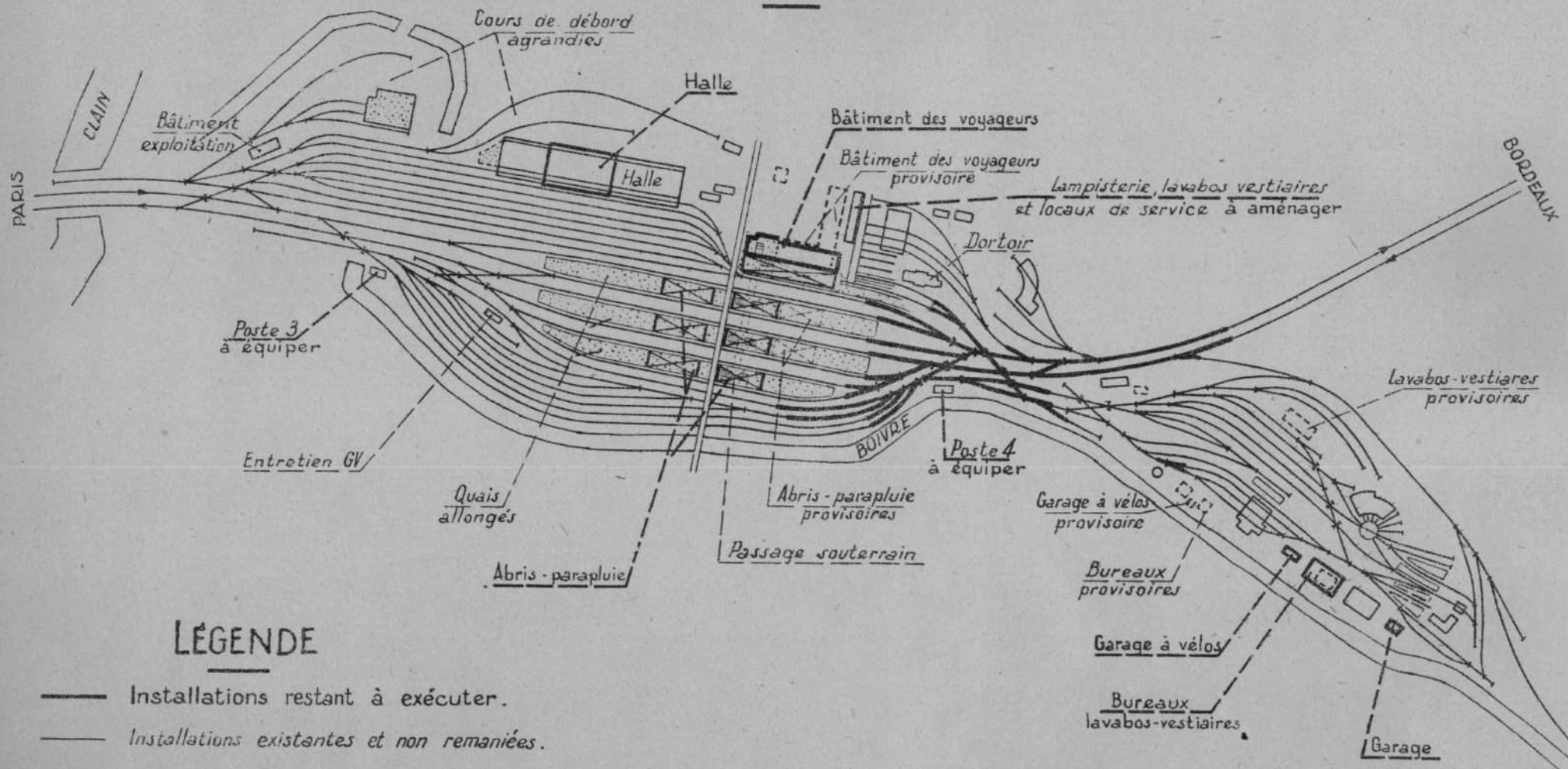


GARE DE POITIERS

RECONSTRUCTION DES INSTALLATIONS

CROQUIS N°3

PROJET RÉDUIT



Extrait du Journal Officiel Lois et
décrets du 23 juin 1946

Arrêté du 14 juin 1946 déclarant d'utilité publique
des travaux à effectuer par la S.N.C.F. dans trente-neuf départe-
tements

Le ministre des travaux publics et des transports, le ministre de
l'économie nationale et le ministre de la reconstruction et de l'urba-
nisme;

Vu le décret du 30 octobre 1935 relatif à l'expropriation et à
l'occupation temporaire des propriétés nécessaires aux travaux militai-
res;

Vu la loi validée du 11 octobre 1940, modifiée par les art. 56 à
58 de l'acte dit loi du 31 décembre 1942 portant fixation du budget pour
l'exercice 1943, tendant à simplifier les procédures d'expropriation
pour l'exécution d'urgence de travaux destinés à lutter contre le chô-
mage;

Vu l'ordonnance n° 45-2492 du 24 octobre 1945 relative à la simpli-
fication de la procédure d'expropriation en cas d'urgence;

Vu le décret n° 46-143 du 20 janvier 1946 portant règlement d'admi-
nistration publique, relatif aux conditions d'application de la loi va-
lidée du 11 octobre 1940;

Sur la proposition du directeur général des chemins de fer et des
transports et après avis de la commission de contrôle des opérations im-
mobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public,

Arrêtent :

Art. 1er - Sont déclarés d'utilité publique et urgents les travaux
énumérés ci-après, entraînant des acquisitions de terrains, des modifi-
cations aux chemins et aux cours d'eau et faisant partie de ceux qui
figurent dans les programmes de la S.N.C.F., actuellement en cours de ré-
alisation (programme de reconstruction, programme quinquennal, programme
spécial d'équipement, programme normal de travaux complémentaires) :

Désignation des travaux	Communes	Départements
.....		
Région Sud-Ouest		
POITIERS - Reconstruction des instal-	Poitiers	Vienne
lations de la gare		
.....		

Art. 2 - Il sera procédé à l'acquisition des terrains nécessaires
à l'exécution des travaux en se conformant aux dispositions du décret-
loi du 30 octobre 1935 et de l'acte dit loi du 11 octobre 1940. La

commission de contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public devra être consultée pour toutes les expropriations particulières entrant dans sa compétence.

Art. 3 - Les préfets de la Vienne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal Officiel de la République française.

Fait à Paris, le 14 juin 1946.

Le ministre des travaux publics
et des transports,

Jules MOCH.

Pour le ministre de l'économie nationale,
le chef de cabinet,

Georges REBER.

Pour le ministre de la reconstruction et
de l'urbanisme,
le directeur du cabinet,

Jacques-Auguste MEAUDRE de SUGNY.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

Région du Sud-Est

Paris, le 30 avril 1945

Gare de Poitiers

Reconstruction des installations

C O P I E

-
Veg² 39.570 336.9

30
D 3300/6

Comme suite à la décision
du Conseil du 25 avril 1945.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation, en 2 exemplaires, le projet d'amélioration des installations de la gare de Poitiers à l'occasion de sa reconstruction.

Ce projet figure au programme ordinaire des Travaux Complémentaires de l'exercice 1945, sous la rubrique "amélioration d'installations connexes de la reconstruction".

Je vous serais obligé de bien vouloir, après décision, me renvoyer un exemplaire dudit projet.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé: FOURNIER.

Monsieur le Ministre des Travaux Publics et des Transports, Direction
Générale des chemins de fer et des Transports.

25 avril 1945

3726

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 25 avril 1945

QUESTION V - Projets

1°) Gare de Poitiers :

- reconstruction de la gare
- établissement d'un chantier de triage.

P.V. (p.11) M. LEMAIRE

- Installations à Poitiers.

Dès avant la guerre, les installations de la gare de Poitiers s'étaient avérées insuffisantes et, en tout état de cause, elles auraient dû être remaniées. Les destructions dont elles ont été l'objet ont permis de mettre au point un projet d'ensemble, tenant compte notamment du rôle que cette gare aura

à jouer comme gare-centre dans le nouveau régime d'acheminement accéléré. Les dispositions prévues peuvent être résumées comme il suit :

- d'une part, report au nord de Poitiers, à Grand-Pont, de la gare de triage, celle-ci devant être équipée de 16 voies dont 4 affectées à la réception et aux opérations de relais des trains;

- d'autre part, reconstruction et amélioration des installations mêmes de la gare comportant en particulier l'allongement des voies à marchandises, la création d'une halle unique d'arrivage, expéditions et transbordement, l'allongement des quais à voyageurs, l'augmentation des voies à quais et le regroupement des installations de la traction.

Le montant du projet s'élève à 253 M., dont 157 M. au compte de la Reconstruction et 96 M. au compte des Travaux Complémentaires.

Le Conseil approuve le projet.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du 25 avril 1945

V - Projets :

1°) Gare de Poitiers :

- reconstruction de la gare
- ~~établissement~~ d'un chantier de triage.-

A Lemercier. -

Leus

Paris, le 29 MARS 1945

NOTE

pour MM. les Membres du Conseil d'Administration

au sujet de la Reconstruction des Installations
de la Gare de POITIERS

Dans l'étude de la reconstruction de la gare de Poitiers, détruite par le bombardement du 13 juin 1944, nous avons jugé opportun, pour satisfaire aux besoins de l'Exploitation, d'apporter certaines modifications aux dispositions anciennes.

Le projet préparé comporte, en conséquence :

- l'allongement des quais à voyageurs,
- l'augmentation du nombre des voies d'express,
- l'amélioration du tracé des voies et des liaisons d'entrée et de sortie,
- une meilleure distribution des voies et installations marchandises,
- le regroupement des installations Traction, anciennement réparties en deux établissements,
- et l'harmonisation avec les immeubles des Services Postaux du nouveau bâtiment des voyageurs.

Quelques autres améliorations permettront, en outre, certaines facilités supplémentaires. Telles sont :

- l'agrandissement du hall de stationnement et des marquises,
- la construction d'un souterrain pour desservir les trottoirs recevant les trains express,
- l'extension de la cour des voyageurs.

Les dépenses à engager s'élevant à 183 M se répartissent de la façon suivante :

- 157 M au compte Reconstruction
- 26 M au compte des Travaux Complémentaires.

Il est demandé à MM. Les Membres du Conseil d'Administration de bien vouloir approuver le présent projet.

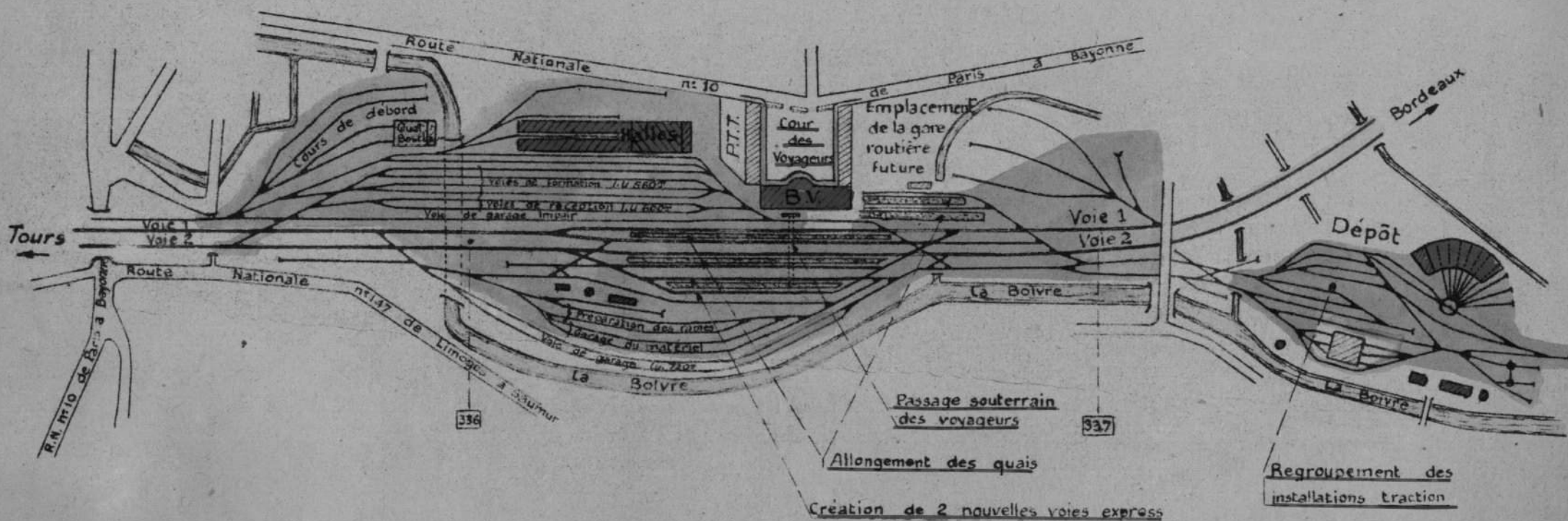
Le Directeur du Service Central des
Installations Fixes et de la Construction,

Atteché

Gare de POITIERS

Reconstruction des installations

Schéma d'ensemble



SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

12 FEVR 1945

le janvier 1945

N O T E

pour Messieurs les Membres du Conseil d'Administration

au sujet de :

Région du Sud-Ouest

Abords de la gare de Poitiers

Etablissement d'un chantier de triage au droit de la
bifurcation de Grand Pont

La situation géographique de POITIERS assure à sa gare un rôle très important dans le trafic ferroviaire :

située sur la voie électrifiée PARIS-BORDEAUX et tête de ligne de l'artère POITIERS-LA ROCHELLE, elle est le point de transit d'un important courant de voyageurs et de marchandises entre les Régions de l'Ouest et du Sud-Ouest.

Le passage de la traction électrique à la traction vapeur entraîne, dans l'acheminement du trafic marchandises, des coupures de charge obligeant la gare à conserver d'importants reliquats de wagons jusqu'à constitution d'un train à charge complet.

Or, les installations actuelles de la gare sont très insuffisantes et la gare ne peut assurer dans des conditions satisfaisantes et sans reprises anormalement nombreuses le lotissement mis à sa charge et la formation des trains de détail.

Il était apparu depuis longtemps déjà qu'il était indispensable d'améliorer les installations du triage en créant des voies nouvelles de réception et de lotissement.

Mais la situation du chantier de triage actuel, enserré entre la Boivre et les voies principales n'est guère susceptible d'extension.

Aussi, la S.N.C.F. envisage-t-elle l'établissement d'un nouveau chantier de triage au Nord de la gare de POITIERS, côté impair de la ligne de PARIS à BORDEAUX, aux abords de la bifurcation de Grand Pont, sur des terrains peu accidentés.

L'importance de ce nouveau triage a été déterminée de façon qu'il puisse absorber la totalité du trafic de la gare de POITIERS et de la gare annexe de SAINT-BENOIT utilisée parfois dans les périodes de pointe et qui sera désormais fermée.

Le montant total du projet, entièrement imputable au compte des travaux complémentaires, est évalué à 70 millions.

Le Directeur
du Service central des Installations
Fixes et de la
Construction ;

Signé : PORCHEZ

ETABLISSEMENT D'UN TRIAGE AUX ABORDS DE POITIERS

(au droit du Port Sec de Grand Pont)

Schéma général

